

RÉGION DE GENDARMERIE NOUVELLE-AQUITAINE

59 rue Séguineau - 33700 MERIGNAC

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES
(C.C.T.P.)**

02 RGNA 2025

Objet du marché :

**Mises aux normes des chambres de sûreté des casernes de
gendarmerie des Landes (40)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

1.1. Généralités

- 1.1.1. Objet
- 1.1.2. Études Techniques
- 1.1.3. Documents à fournir

1.2. Normes et réglementation

- 1.2.1. Préambule aux opérations de désamiantage
- 1.2.2. Textes et normes
- 1.2.3. Conformité aux normes
- 1.2.4. Règles pour la protection des travailleurs
- 1.2.5. Interprétation des textes
- 1.2.6. Installation de chantier
- 1.2.7. Plan de retrait

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DES TRAVAUX

2.1. Définition sommaire de l'opération

- 2.1.1. Description des Opérations à réaliser
- 2.1.2. Organisation du chantier et obligation de l'entrepreneur
- 2.1.3. Gestion des déchets

ARTICLE 3 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

3.1. Choix du matériel

3.2. Transport – Stockage – Conservation

3.3. Mise en œuvre

- 3.3.1. Conditions d'établissement des installations
- 3.3.2. Enlèvement du matériel
- 3.3.3. Nettoyage du chantier
- 3.3.4. Installation provisoire pour les besoins du chantier

3.4. Essais - Vérifications

3.5. Réception des travaux

3.6. Entretien - Garantie

3.7. Assurance

ARTICLE 4 : VISITE TECHNIQUE PRÉALABLE À LA REMISE DES OFFRES

ARTICLE 5 : SANTÉ SÉCURITÉ TRAVAIL

5.1. Réglementation

5.2. Procédure

5.3. Protection incendie

5.4. Protection de l'environnement

ARTICLE 6 : ANNEXES

ARTICLE 1 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

1.1. Généralités

1.1.1. Objet :

Le présent C.C.T.P. a pour objet la mise aux normes des chambres de sûreté des casernes de gendarmerie départementales des Landes (40):

- La mise en place d'un mode de chauffage et de ventilation.
- Le remplacement des portes d'accès.
- La mise en place de judas
- La démolition et la reconstruction des banquettes.
- Dépose et déplacement des cuvettes ou création d'un muret devant chaque cuvette.
- Création d'un éclairage naturel au-dessus des portes.
- Création d'un bouton d'appel.

Le marché est à bon de commande, avec un minimum de 6 et un maximum de 10.

La société devra pouvoir intervenir sur deux casernes simultanément si deux bons de commandes se chevauchent.

L'entreprise dispose de vingt et un jours calendaires pour visiter et remettre le devis dès réception du mail de demande.

1.1.2. Études Techniques

Le dossier de consultation des entreprises comporte :

- Un Règlement de Consultation,
- Un Cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Un Cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Un Bordereau des Prix Unitaire (BPU),
- Annexes (référentiel technique).

Ce document ne devra pas être considéré comme limitant les ouvrages à prévoir, mais comme fixant la réalisation complète de l'ouvrage.

L'entreprise demeurera responsable de la prévision des moyens nécessaires à la réalisation technique des opérations dans les délais impartis.

La responsabilité de l'entreprise subsiste entièrement, tant en ce qui concerne la solidité des ouvrages, les oublis, les vices ou malfaçons, que les accidents qui pourraient résulter de l'exécution de ses ouvrages.

Les prix et quantités qui seront portés dans le cadre du Bordereau de Prix Unitaire de l'entreprise s'entendent compte tenu de toutes sujétions et prescriptions découlant du présent C.C.T.P., normes D.T.U., règles de l'Art, pour un complet achèvement des ouvrages, ainsi que les travaux qui ne seraient pas mentionnés dans l'une des pièces indiquées ci-dessus ou qui seraient omis, mais découleraient de l'intervention logique du corps d'état.

L'entreprise devra réaliser sur place un relevé des installations existantes afin de prendre en considération dans leurs études toute modification qui n'aurait pas été portée sur les documents fournis.

Tous les métrés donnés dans les documents, sont des estimatifs, il convient à l'entreprise de les vérifier afin de s'assurer de leur exactitude.

Les études d'exécution de l'installation et les notes de calculs sont à la charge de l'entreprise.

1.1.3. Documents à fournir

Avec leur proposition, l'entreprise titulaire devra fournir tous les documents permettant de juger leur offre et en particulier :

- Le Bordereau des Prix Unitaires
- Le mémoire technique, devra contenir des informations sur :
 - Le matériel proposé,
 - Les personnes affectées à cette opération,
 - La méthodologie proposée (planning détaillé, mode opératoire...). Planning type d'exécution des travaux, période de préparation comprise pour la réfection de deux chambres de sûreté sur un même site.
- Si le matériel est différent de celui prescrit, fournir :
 - La documentation technique,
 - Les informations sur la distribution commerciale du produit,
 - Les références avec ce produit,
 - La mise en évidence de toutes les fonctionnalités différentes entre le produit prescrit et le produit proposé.

En cours de travaux, l'entrepreneur sera tenu de remettre en exemplaires suffisants :

- Les fiches techniques ou les caractéristiques des différents appareils,
- Les plans d'implantation.

L'entrepreneur fera son affaire de la fourniture de tous les plans et dossiers pouvant être requis par les exploitants et les organismes de contrôle.

L'entrepreneur est entièrement responsable des plans et cotes qu'il doit vérifier.

L'approbation des plans et documents par le Maître d'Œuvre ne décharge en aucun cas la responsabilité de l'entrepreneur.

1.2. Normes et réglementation

1.2.1. Préambule aux opérations de désamiantage

Dans le cadre de ce marché, il sera fait application de l'arrêté du 08 avril 2013, relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait des matériaux contenant de l'amiante.

Il est rappelé à l'entreprise qu'elle se doit de respecter la réglementation en vigueur concernant le suivi médical des employés réalisant des travaux relatifs à des matériaux contenant de l'amiante, ainsi que le Code du Travail.

Au terme de l'ensemble de la réglementation, un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage (PDRE) doit être établi au moyen d'un téléservice, accessible sur internet par un compte utilisateur et mis en œuvre par le ministre chargé du travail, intitulé : "plateforme DEMAT @ MIANTE" (<http://www.dematamiante.travail.gouv.fr>)

Ce PDRE des matériaux contenant de l'amiante devra préciser en particulier et sans ambiguïté les précautions et les modes opératoires avant, pendant et après l'intervention (Art. R.4412-133 du code du travail).

La saisie de ce PDRE a pour objectif de déclarer les opérations et de transmettre ces informations aux agents de contrôle et de prévention ainsi qu'aux organismes certificateurs (Articles R.4412-137 et R.4412-138 du Code du Travail).

Cette démarche aboutira à l'obtention des autorisations administratives nécessaires auprès des autorités compétentes dans un délai de 1 mois à compter de la transmission du document.

Le titulaire fera diligence auprès des administrations afin d'assurer le démarrage des travaux dans le respect des délais impartis.

1.2.2. Textes et normes

Le présent descriptif ne reprend pas, dans le détail, l'ensemble des textes officiels. Il est sous-entendu que tous les ouvrages seront réalisés conformément aux prescriptions réglementaires des textes officiels, lois, décrets et arrêtés s'appliquant à l'édification des constructions sur le territoire français.

Les principaux textes sont :

- Le Code de l'Urbanisme
- Le Code du Travail
- Le Code de la Santé Publique
- Le Code de la Construction et de l'Habitation
- Le Code de l'environnement
- Les règlements de sécurité et arrêtés complémentaires
- La directive européenne 83/477/CEE du Conseil du 19 septembre 1983 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail (deuxième directive particulière au sens de l'article 8 de la directive 80/1107/CEE),
- La directive Européenne n°91-382 du 25 juin 1991 modifiant la directive 83/477/CEE,
- Les normes françaises et européennes notamment relatives à la réglementation amiante :
 - Norme NF-X et NF-EN en vigueur,
 - Norme NFX 43-050 : Qualité de l'air - Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission - Méthode indirecte
 - Norme NFX 43-269 : Qualité de l'air - Air des lieux de travail - Prélèvement sur filtre à membrane pour la détermination de la concentration en nombre de fibres par les techniques de microscopie : MOCP, MEBA et META - Comptage par MOCP
- L'ensemble des dispositions du Code du travail relatives à la prévention des risques et à la santé et sécurité des travailleurs dans le cadre du travail en hauteur,
- Les Documents Techniques relatifs aux travaux du présent marché, en particulier :
 - **CT-e.p.j – Cahier technique de l'espace police judiciaire**
 - **FL-e.p.j_c.s – Chambre de sûreté.**

Les prescriptions réglementaires s'appliquent dans leur totalité pour la réalisation de l'ouvrage décrit au projet.

Les entrepreneurs ne pourront prétendre à aucune indemnité ou plus-value pour les travaux de réfection, montage et démontage, résultant de la mise en conformité de ses ouvrages avec les textes de normes et règlements en vigueur

Il s'agit d'une liste non limitative des textes à prendre en compte dans le cadre de l'opération.

1.2.3. Conformité aux normes

Dans l'éventualité où de nouvelles réglementations ou modifications de normes interviendraient en cours d'opération, l'entreprise est tenue d'informer le Maître d'Ouvrage des incidences de ces textes sur le projet en cours, et de proposer toute modification du projet qu'impliquerait leur prise en compte.

1.2.4. Règles pour la protection des travailleurs

Selon l'article L.4121-1 du Code du travail, l'employeur est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de ses salariés. Dans ce cadre, l'employeur ne doit pas seulement diminuer le risque, mais doit l'empêcher.

L'entreprise titulaire fournira une liste exhaustive du personnel intervenant sur le chantier, toute personne non mentionnée dans cette liste sera exclue de ce chantier.

L'entreprise titulaire devra présenter sur demande du maître d'ouvrage les titres d'habilitations des employés prévus pour réaliser ces travaux (CACES, Habilitations diverses...).

1.2.5. Interprétation des textes

En cas de contradiction entre les textes mentionnés ci-dessus et les prescriptions, descriptifs et plans fournis dans le cadre de la consultation, le Maître d'Ouvrage aura toute la liberté d'interpréter ces textes dans le sens le plus favorable au Maître d'Ouvrage sans que l'entrepreneur puisse prétendre à aucune indemnité ou plus-value de ce fait.

L'entrepreneur devra exécuter sans exception, réserve ou plus-value, tous les travaux nécessaires à l'achèvement des installations et équipements considérés.

Aucun changement ne pourra être apporté au projet présenté et retenu sans l'autorisation préalable du maître d'oeuvre.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra prendre prétexte d'erreurs ou d'omissions quelles qu'en soient leurs causes ou leurs origines, pour se dispenser de l'exécution d'une partie des ouvrages et se soustraire à leurs travaux.

De même, tout frais résultant de changements non autorisés, ainsi que tout travail supplémentaire exécuté sans ordre écrit resteront à la charge de l'entrepreneur.

1.2.6. Installation de chantier

L'entreprise titulaire mettra en place une installation de chantier pendant toute la durée de l'intervention. Un affichage réglementaire sera apposé.

Les travaux seront réalisés en sites occupés pour cela l'entreprise titulaire de chaque lot devra :

- Assurer la sécurité des tiers
- Limiter la propagation des poussières (bâchage) et des nuisances sonores
- Garantir les accès au bâtiment afin d'assurer une continuité de service

Une zone sera définie de façon distincte :

- Une zone de vie (réfectoire et vestiaire)

Le nettoyage des zones de travail sera assuré chaque jour pendant toute la durée du chantier.
A l'issue des travaux, la zone sera démontée, nettoyée de tous déchets.

1.2.7. Plan de retrait

Les mesures de repérage amiante avant travaux sont en cours.

En cas de présence d'amiante, les déchets seront préalablement évacués avant travaux.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES TRAVAUX

Chaque site donnera lieu à un bon de commande avec le nombre de chambre de sûreté à mettre aux normes.

2.1. Définition sommaire de l'opération

2.1.1. Description des opérations à réaliser

Ces opérations ont pour objet la mise aux normes des chambres de sûreté des casernes de gendarmerie départementales des Landes (40).

Ces casernes disposent chacune de deux chambres de sûreté.

Les travaux consistent pour chaque chambre à :

- La démolition du sol existant et évacuation des gravats avec traitement.
- Modification bat flanc en ciment gris angle arrondis.
- Reprise du réseau plomberie pour W.C à la turque.
- Dépose du wc turque existant.
- Fourniture et pose de wc à la turque en acier inoxydable ou réalisation d'un brise vue triangulaire pour les WC en béton avec angles arrondis.
- Fourniture et pose d'un ensemble VMC simple flux.
- Pose d'un plancher chauffant électrique avec thermostat dans le couloir.
- Fourniture et pose d'une peinture au sol.
- Mise en peinture des murs de la chambre de sûreté en 3 couches blanc mat.
- Création éclairage naturel.
- Dépose du bloc porte existant.
- Fourniture et pose d'un bloc porte agréé par la gendarmerie avec judas.

L'entreprise titulaire devra prendre en compte les contraintes et exigences particulières qui incombent à ce type de locaux spécifiques :

- L'aménagement intérieur doit éviter tout ce qui peut permettre à la personne gardée à vue de porter atteinte à son intégrité physique.
- Aucune canalisation ne doit passer dans la chambre.
- Pas d'angle vif.
- Aucun appareillage ne doit faire saillie ou être préhensible et/ou pouvoir être arraché.

- Obligation de se référer et de respecter les contraintes et spécificités détaillées dans les divers schémas et décrite dans la fiche **FL-e.p.j_c.s** lors de la conception et l'organisation interne de la chambre.

L'entreprise titulaire devra réaliser les travaux en respectant scrupuleusement les normes prescrites et les matériaux agréés par la Direction de la Gendarmerie Nationale mentionnés dans la fiche technique **FL-e.p.j_c.s** fournie en annexe.

Toute installation ne correspondant pas en tout point aux normes imposées ne pourront être acceptés.

Elle devra également un repli de ces installations et un nettoyage complet des abords du bâtiment.

2.1.2. Organisation du chantier et obligation de l'entrepreneur

L'entreprise titulaire devra :

- Faire agréer par le Maître d'Ouvrage les dispositions détaillées qu'elle compte adopter pour l'organisation de son chantier. Le Maître d'Ouvrage pourra exiger que soient modifiées ou complétées les dispositions envisagées si celles-ci paraissent insuffisantes ou si, à l'expérience, elles ne donnent pas satisfaction,
- Assurer la protection de ses propres ouvrages et des ouvrages existants avant et après la mise en œuvre jusqu'à la livraison au Maître d'Ouvrage. Cette responsabilité des ouvrages propres à l'entreprise engendre le nettoyage de ces derniers pour livraison au Maître d'Ouvrage,
- Être présent ou être représenté par une personne habilitée à prendre toutes décisions ou engagements aux rendez-vous et réunions de chantier programmées par le Maître d'Ouvrage,
- Remettre en temps opportun les plans et fiches techniques des matériels à mettre en œuvre,
- Observer sans délai les remarques ou instructions signalées par le Maître d'Ouvrage,
- Intervenir pour ses travaux sans gêner l'exploitation du site,
- Assurer le rangement et la protection suffisante de tous les ouvrages susceptibles de subir des chocs ou des dégradations lors des manipulations,
- Fournir au début de sa prestation un planning détaillé de son intervention au maître d'ouvrage.

2.1.3. Gestion des déchets

L'entreprise titulaire devra traiter l'évacuation et le traitement de ses déchets, le tri sera à sa charge.

Tous les déchets feront l'objet d'un bordereau de suivi (BSDA) dématérialisé via la plateforme officielle <https://trackdechets.beta.gouv.fr> conformément à l'arrêté du 21 décembre 2021 relatif à la traçabilité des déchets en centre de recyclage. Il informera l'acheteur de la mise à disposition des documents sur trackdechets.

ARTICLE 3 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

3.1. Choix du matériel

L'entreprise devra fournir pour chaque matériel ou matériau employé :

- Les fiches techniques du constructeur (résistance thermique, résistance aux perforations, ...),
- Les procédés de montage et mise en œuvre,

Les incidences des choix en termes de maintenance seront prises en compte dans l'intérêt du Maître d'Ouvrage.

Aucun changement dans la nature et la qualité des matériels agréés ne sera admis, sauf accord écrit du Maître d'Ouvrage.

3.2. Transports – Stockage – Conservation

Pour tous ouvrages de son marché, l'entrepreneur doit :

- Les transports à pied d'œuvre des matériels et des matériaux,
- Les manutentions et le montage des matériaux, y compris matériels de manutention et de levage,
- L'installation d'échafaudage,
- Les stockages avec aménagement des zones affectées, y compris démontage et enlèvement des aménagements de zones de stockage à l'achèvement de ses travaux,
- La conservation des matériaux avec précautions et protections contre l'humidité, les intempéries, l'incendie et le vol.

3.3. Mise en œuvre

3.3.1. Conditions d'établissement des installations

Renseignements de base : l'entrepreneur déclare avoir connaissance de tous les renseignements utiles à son projet et en particulier :

- La situation et la nature des bâtiments,
- Le lieu d'intervention.

L'entrepreneur est réputé connaître, pour s'en être rendu compte personnellement, la nature des lieux et la situation des travaux, ainsi que les risques qu'ils peuvent entraîner.

L'entrepreneur est invité à se rendre compte par lui-même de la nature des travaux à exécuter. En aucun cas, il ne pourra arguer de l'imprécision des pièces écrites et des schémas.

Information du personnel : L'entrepreneur devra déléguer un représentant qualifié capable d'informer le personnel des différentes casernes des Landes (40).

Mise en œuvre : Les travaux devront être effectués sans aucune gêne de l'exploitation du site. Les bâtiments seront occupés.

L'entreprise titulaire devra prévoir lors de ses interventions :

- De prévenir les responsables de la caserne de gendarmerie pour obtenir les autorisations nécessaires pour la réalisation des travaux,
- La ou les personnes à contacter seront indiquées à l'entreprise lors du 1^{er} rendez-vous de chantier.

3.3.2. Enlèvement du matériel

L'entreprise du présent marché, en accord avec le personnel du site, devront l'évacuation du matériel déposé.

3.3.3. Nettoyage du chantier

L'entreprise titulaire devra un nettoyage soigné à l'issue de son intervention. La libération de la zone traitée ne sera effective qu'après approbation du Maître d'Ouvrage.

3.3.4. Installation provisoire pour les besoins du chantier

Toute installation ou suggestion pour les besoins du chantier devront être prévues dans le présent marché.

Aucune suggestion prévisible dans l'exécution des travaux ne donnera droit à une indemnité.

3.4. Essais - Vérifications

En cours de travaux, chaque fois que cela sera nécessaire et à la fin des travaux, le Maître d'Ouvrage, procédera aux opérations de contrôle et aux vérifications qualitatives et quantitatives en présence de l'entrepreneur ou de son représentant.

Toutes défectuosités constatées seront immédiatement réparées par l'entreprise et à leurs frais.

L'entrepreneur procédera, à ses frais, aux opérations de démontage et de remontage des appareils et des parties de l'installation qui sont indispensables aux travaux.

D'une manière générale, tous les frais en personnel et en matériel dus à des suppressions, adjonctions ou modifications résultant d'erreurs, de retards ou d'omissions de la part de l'entrepreneur adjudicataire seront à sa charge.

3.5. Réception des travaux

A la réception des travaux, un nettoyage complet des abords des bâtiments et des chambres de sûreté sera exigé.

Un procès-verbal de réception sera rédigé à l'issue des opérations de réception.

La mise en route et les essais de l'installation devront être concluants.

Pour chaque site, un Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) complet devra être fourni sous forme numérique (1 clé USB) et en 3 exemplaires au format papier. Il comprendra au minimum les éléments suivants :

- Plans de recollement,
- Notice et fiches techniques des matériels installés,
- Bordereau de suivi des déchets.

3.6. Entretien - Garantie

Chaque matériel figurant dans l'installation et nécessitant un entretien ou une révision périodique fera l'objet d'une notice détaillée comportant :

- La description,
- Les caractéristiques,
- Le repérage,
- La localisation,
- La marque et référence (coordonnées des fabricants),
- La nature des interventions et périodicité,

La période légale de garantie est conforme aux durées légales :

- Garantie de parfait achèvement (1an)
- Garantie de bon fonctionnement (2ans),
- Garantie décennale (10 ans).

L'entrepreneur donnera la procédure et le numéro d'appel pour ses interventions.

Pendant l'année de parfait achèvement, l'entreprise doit assurer la reprise de défaut, de malfaçon

La garantie des matériels éventuellement remplacés pendant la période de garantie de l'installation sera prolongée d'une nouvelle période légale.

3.7. Assurance

L'entreprise ou groupement d'entreprise disposera d'une assurance permettant d'assurer sa responsabilité civile en cas de sinistre ou toute autre incidence liée à ses travaux.

ARTICLE 4 – VISITE TECHNIQUE PRÉALABLE À LA REMISE DES OFFRES

Les candidats auront l'obligation de visiter les installations de la caserne du Baradé (50 rue Pierre Benoît, 40000 Mont-de-Marsan) pour identifier le type d'installation, objet du marché. A titre informatif, les chambres de sûreté de la caserne du Baradé feront l'objet du premier bon de commande après notification du marché.

Chacun est considéré avoir pris connaissance des lieux, de l'ensemble des pièces graphiques et en général de l'ensemble des conditions pouvant influencer sur l'exécution.

Il est rappelé que les renseignements techniques joints à la présente consultation n'ont qu'une valeur indicative et qu'aucune indication verbale qui modifie le présent CCTP ne pourra être considérée comme recevable.

En cas de doute, l'entreprise candidate devra rédiger une demande écrite auprès de la personne responsable du marché via le site PLACE, plateforme des achats de l'État (<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise>).

Sans observation de sa part, il sera considéré que l'entrepreneur accepte l'ensemble des pièces du dossier de consultation.

Les visites techniques seront organisées :

Caserne de gendarmerie du Baradé sise 50 rue Pierre Benoît, 40000 Mont-de-Marsan :
CHAQUE MERCREDI À 14H00 DURANT LA PÉRIODE DE PUBLICATION DU MARCHÉ.

Les entreprises devront s'annoncer au moins 48 heures à l'avance auprès du responsable du service des affaires immobilières ou du casernement responsable ou encore auprès d'une des personnes indiquée ci-dessous. Une attestation de visite sera remise à chaque candidat, ce document est à joindre obligatoirement à l'offre du marché.

Liste des service et personnes à contacter :

- MDL MARTEL Valentin, de la section infrastructure du bureau de l'immobilier et du logement de l'état-major de la région de gendarmerie Nouvelle-Aquitaine à Mérignac (33)
tel : 06.08.53.97.93 mail : valentin.martel@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- Section infrastructure, Bureau de l'immobilier et du logement de la région de gendarmerie Nouvelle-Aquitaine à Mérignac (33)
mail : si.bil.rgna@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- ADJUDANTE Alice RODRIGUEZ Cheffe du Service des affaires immobilières du groupement de gendarmerie départementale des Landes (40)
Tél : 05.58.06.56.08 mail : sai.ggd40@gendarmerie.interieur.gouv.fr

L'attention de l'entreprise est attirée sur les aspects suivants :

- Les entreprises devront respecter les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués à l'intérieur d'une enceinte militaire.
- La visite technique ne se substitue pas à la visite d'inspection de prévention préalable commune des lieux de travail et des installations qui s'y trouvent.

ARTICLE 5 – SANTÉ SÉCURITÉ TRAVAIL

5.1. Réglementation

La mise en œuvre de la politique générale de prévention SST à la gendarmerie nationale et plus particulièrement à la Région de gendarmerie Nouvelle Aquitaine et gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, est régie par l'application de principes de base issus du Code du travail, décrets et arrêtés.

Cette opération sera réalisée en tenant compte des dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de (listes non exhaustives) :

- Loi n° 93-1418, du 31 décembre 1993, transposant la directive européenne « Chantiers temporaires et mobiles » ;
- Code du travail., art. L. 4531-1 et suivants et L. 4532-2 à 4532-7 ;
- Circulaire DRT n° 96-5 du 10 avril 1996 relative à la coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil.

Plan Général de Coordination simplifié (PGC simplifié)

Le PGC simplifié constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer

notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux. Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé. Le Plan Général de Coordination simplifié est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

5.2 – Procédure

Dès réception de la notification du marché le titulaire (entreprise) prendra attache avec :

- M. BAKIRI chef du bureau SST, Etat major de la Région de gendarmerie Nouvelle-Aquitaine
Tél(s) : 05.56.90.45.28 / 06.85.57.11.95
- Mme LE FLOCH, assistante administrative
Tél(s) : 05 56 90 46 99 / 06.07.88.45.13

Mel : bsst.dao.rgna@gendarmerie.interieur.gouv.fr

afin de fixer durant la phase de préparation du chantier une date pour la visite d'inspection de prévention commune préalable obligatoire des installations **avec le coordonnateur SPS** (Code du travail : Art. R. 4532-13).

Le titulaire, le représentant de la personne publique et le coordonnateur SPS procéderont en commun à une analyse préalable des risques, conformément à l'application de la Loi 93-1418 du 31/12/93 et son décret d'application 94-1159 du 26/12/94, modifié par le décret 2003-68 du 24 janvier 2003 concernant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués par une entreprise extérieure, dont le titulaire déclare avoir pris connaissance.

Le titulaire est tenu de signaler dans les plus courts délais, au représentant de l'administration sur le site la présence de tout danger imminent qu'il pourrait constater lors de son intervention, en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non intervention et la non exécution des travaux nécessaires à leur prévention. Ces constats font l'objet d'un compte rendu de danger imminent, établi dans le respect de la réglementation. Ce compte rendu doit être transmis dans un délai d'un jour ouvrable à compter de la date de constat du danger à M. BAKIRI chef du BSST de l'état major de la région de gendarmerie Nouvelle-Aquitaine et au Coordonnateur SPS.

5.3. Protection incendie

Les informations concernant l'organisation des premiers secours, la lutte contre l'incendie et l'évacuation des travailleurs ainsi que sur les personnes chargées de mettre en pratique ces mesures seront développées dans le plan général de Coordination simplifié SPS.

5.4. Protection de l'environnement

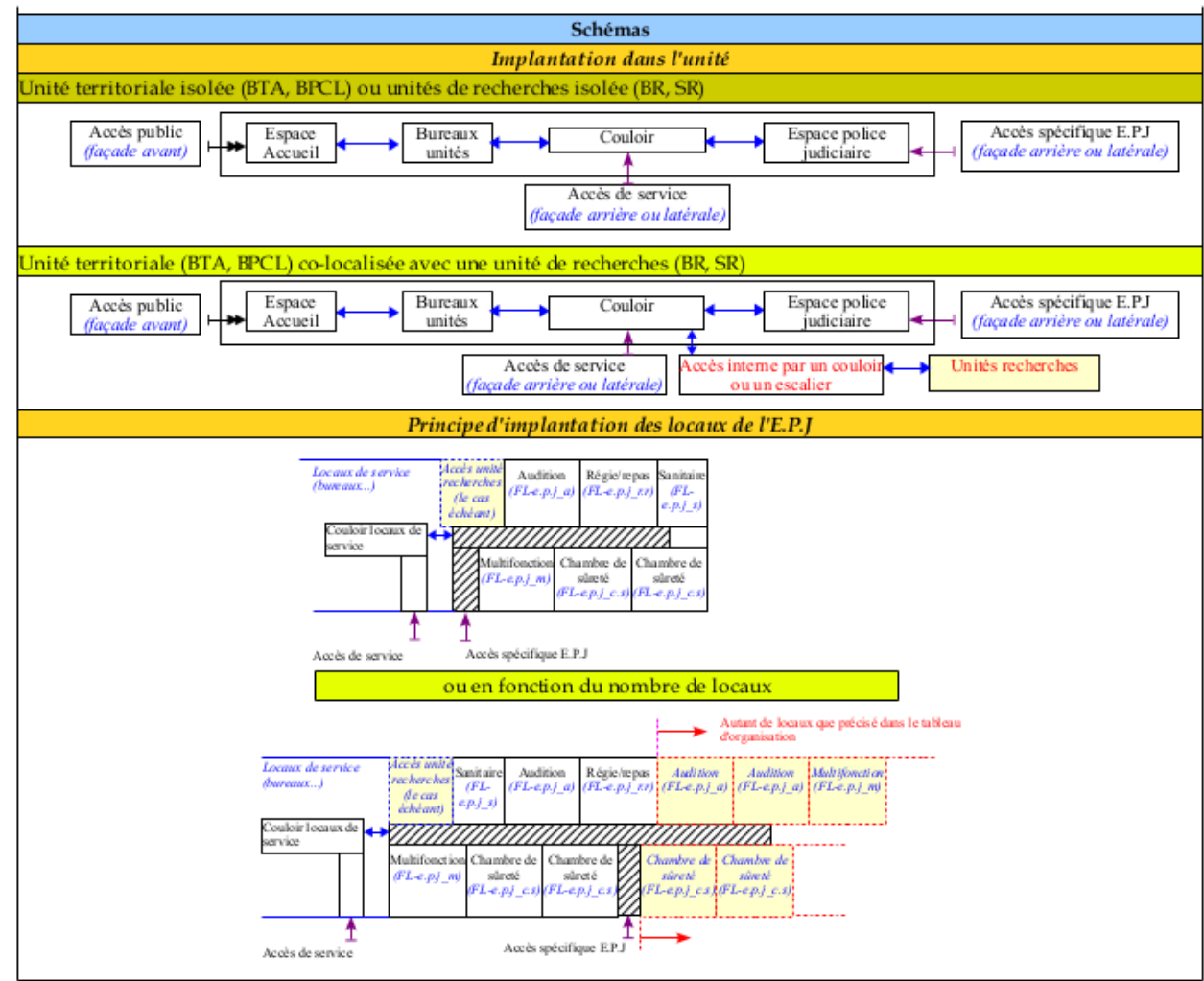
Les informations concernant l'organisation « gestion de l'environnement » seront également développées dans le plan général de Coordination simplifié SPS.

ARTICLE 6 – ANNEXES

Z:\DPS\DL\BPI\SN13 - Programmes\B-fiches de local et techniques\3_Espace Police Judiciaire\1-CT-e.p.j.complet - BTA_BPCL_Vs Bis-10_05-2013.odt

1.1 CT-e.p.j – Cahier technique de l'espace police judiciaire.

		Vs-10_05-2013	Code fiche : CT-e.p.j
Service	:	ESPACE POLICE JUDICIAIRE	
Secteur	:	unité à laquelle il est rattaché (cf. tableaux d'organisation du référentiel)	
Fonction	:	ensemble des locaux spécifiques dédié à la fonction de garde à vue dans le cadre de la police	
Situation	:	en rez de chaussée, à l'abri des regards (arrière du bâtiment), avec un accès spécifique	
Composition			
L'espace comprend cinq type de locaux, audition, multifonction, chambre de sûreté, régie/repas et sanitaire. Leur nombre est stipulés dans le tableau d'organisation de l'unité à laquelle il est rattachée (généralement la brigade territoriale).			
Obligations			
L'organisation et la conception des locaux sont élaborés pour répondre aux obligations de la police judiciaire et plus particulièrement pour tout ce qui concerne la garde à vue. En conséquence, il est nécessaire de se conformer obligatoirement au descriptif technique détaillé dans les différents chapitres et le fiches de local du présent cahier. Si pour des raisons techniques (restructuration/extension) un aménagement est nécessaire, celui-ci devra faire l'objet d'une validation par la D.G.G.N (SF/IL/PI/NI).			
Implantation			
L'espace police judiciaire (E.P.J) constitue une entité particulière et indépendante. Il est obligatoirement réalisé en façade arrière du bâtiment à l'abri des vues du public et des familles. Implanté en juxtaposition de la brigade territoriale il communique avec celle-ci par un couloir fermé par une porte (serrure à canon sur organigramme). Prévoir un accès spécifique depuis l'extérieur (indépendant de l'accès de service) donnant directement dans le couloir de l' E.P.J. Il est réaliser en façade arrière (cf. schéma de principe ci-après).			
Dans le cas d'une co-localisation BT/unité de recherches prévoir, entre l'E.P.J et l'unité de recherches, une liaison horizontale (couloir) ou verticale (escalier donnant directement dans le couloir de l'E.P.J ou à proximité immédiate de son accès (cf. § implantation et schéma fonctionnel ci-après).			
Caractéristiques particulières de l'accès extérieur réservé			
La porte d'accès extérieur, réservée de l'E.P.J, est sécurisée de niveau 3, avec une serrure 3 points de haute sécurité A2P** à cylindre type "DUAL XPS" (Bricard ou similaire) sur organigramme portes extérieure uniquement. Cf. § "protection" du chapitre "Sécurité" – Volet "A" ou "C".			
Pour des raisons de sécurité, elle ne doit s'ouvrir, de l'extérieur et de l'intérieur, que par l'intermédiaire de la clé. Dans le cas où ce principe crée un "cul de sac" supérieur à 10 m, la gâche est à asservir au S.S.I pour permettre son ouverture automatique qu'en cas d'incendie .			
Exigences techniques, réglementaires et sécuritaires			
Sécurité incendie			
Mettre en place, dans le couloir de distribution des locaux de l'espace garde à vue, une détection incendie.			
Le détecteur est à relier au tableau de contrôle d'alarmes de l'unité (possibilité de renvoi, via un transmetteur téléphonique - cf. § alarmes du Volet A), soit sur un logement soit sur le C.O.R.G).			
Accessibilité			
Par décence et par sécurité, une personne handicapée gardée à vue ne peut être isolée en chambre de sûreté. Les locaux "audition" et "multifonctions" sont en mesure de recevoir des personnes handicapées (enquêteurs, avocats, médecins...). En conséquence, ces locaux respectent le code du travail et le couloir de distribution doit avoir une largeur de 1,40 m minimum et les portes des locaux sus-nommés avoir un passage libre de 83 cm minimum (R 4214-26 à 29 du code du travail.			
Chauffage			
Aucun corps de chauffe ne devant être apparent (sécurité des personnes), et ce quel que soit le local, il y a lieu (sauf départements et territoires des unités d'outre mer) de réaliser un chauffage par le sol (tubes chauffants de préférence) gérer indépendamment des autres locaux de l'unité.			
Revêtements muraux			
Hors les chambres de sûreté et le sanitaire pour lesquelles la qualité des revêtements est spécifié dans la fiche de local, les autres locaux recevront une peinture (acrylique en solution aqueuse), blanche ou pastel, au choix sur proposition d'un nuancier par le maître d'œuvre, aspect satiné/brillant sur subjectile de " finition B" et effets de couleurs pastels sur les portes (panneaux, huisseries).			
			.../...



1.1.1 FL-e.p.j_c.s - Chambre de sûreté.

		Vs-10_05-2013		Code fiche : FL-e.p.j_c.s	
Local	:	CHAMBRE DE SÛRETÉ			
Secteur	:	incluse dans l'espace police judiciaire			
Fonction	:	isolement des personnes en garde à vue			
Situation	:	à proximité immédiate d'un local audition - située en façade arrière (voire latérale) à l'opposée de l'espace accueil (situé lui en façade sur rue) de la façade avant. La prise de lumière naturelle doit obligatoirement donner sur l'arrière du bâtiment (zone non accessible au public).			
Contraintes particulières - Exigences à prendre en compte					
- l'aménagement intérieur doit éviter tout ce qui peut permettre à la personne gardée à vue de porter atteinte à son intégrité physique, aucune canalisation ne doit passer dans la chambre, pas d'angle vif, aucun appareillage ne doit faire saillie ou être préhensible et/ou pouvoir être arraché... - pour la conception et l'organisation interne de la chambre, le positionnement et le sens d'ouverture de la porte, l'emplacement des aménagements spécifiques (judas, éclairage naturel et artificiel, bouton d'appel, VMC...) il y a lieu de se référer et de respecter les contraintes et spécificités détaillées dans les divers schémas et décrites dans la présente fiche.					
Données techniques de la structure					
Murs : en béton armé (BA) de 15 cm d'épaisseur minimum ou en bloc à bancher de 20 cm d'épaisseur, remplissage en béton armé (enduit 2 faces, lissé pour la face interne). Ils peuvent éventuellement être réalisés en agglomérés de béton plein de 20 cm d'épaisseur, enduit 2 faces (aspect lissé pour la face interne), avec obligatoirement deux chaînages périphériques, un à mi hauteur et l'autre en arase sous la dalle. Quelque soit le principe constructif, les murs et le plafond ont une finition sans aspérité (enduit taloché lissé sur maçonnerie débullage sur BA...) permettant la mise en place d'un revêtement de couleur d'aire comme une peinture de propreté (acrylique) ou une résine à très haute adhérence (ne doit pas pouvoir être arrachée et ingérée). Le principe d'une teinture dans la masse et tout à fait envisageable. Isolation par l'intérieur : si ce principe est retenu, la doison de doublage sera réalisé en agglomérés de béton plein de 15 cm d'épaisseur, face intérieure enduite (aspect lissé), avec obligatoirement deux chaînages périphériques repris dans les murs latéraux, un à mi hauteur et l'autre en arase sous la dalle. Planchers haut et bas : réalisés en dalle pleine, alvéolés, à nervures, poutrelles et hourdis... en aucun cas ils ne sont en bois et dérivés ou matériaux léger.					
Données générales - dimensions intérieures minimales					
Surface intérieure	X	7 m²	Hauteur sous-plafond	X	2,80 m (2,50+0,30 du plenum autres pièces)
Longueur x largeur	X	2,80 m x 2,50 m	Charges d'exploitation	X	sans contrainte particulière
Revêtement de sol					
chape ciment lissé recevant un adjuvant antipoussière, ou par une peinture de sol type résine époxydique à très haute adhérence. Une pente de 1 % ramène les eaux de lavage vers le WC à la turque. Le point bas est situé à l'angle du WC inox et l'angle du mur qui en retrait de 5 cm pour permettre l'écoulement de l'eau dans le WC.					
Éclairage					
Naturel - cf. schéma détail 2					
Direct (pas de second jour). Réalisé par un panneau en briques de verre de 1,32 m de long par 0,41 m de hauteur renforcé par un meneau en BA. Le panneau comprend 2 rangées de 2 fois 3 briques (19 cm x 19 cm). Il sera scellé au mur par des pattes de scellement (ou des fers raidisseurs). Le haut du panneau sera placé en affleurement du plafond et au maximum à 10 cm de ce dernier. Il est protégé en façade extérieure par des barreaux (Ø 15 mm) verticaux placés tous les 10 cm.					
Artificiel - cf. schéma détail 4					
L'éclairage est secouru (GE) et encastré dans le mur donnant dans le couloir, placé en partie haute (à mi hauteur entre la porte et le plafond) dans l'axe de la pièce. Il se compose d'une réglette de 92 cm avec 1 tube de 30 W protégé en face interne (chambre) par un châssis fixe, de 1 m de long et 0,20m de hauteur, à vitrage anti-effraction de classe P 5A minimum , fixé au mur par des pattes de scellement et placé dans une feuillure au nu de la paroi (aucune vis ne doit être accessible depuis l'intérieur de la chambre). La réglette ne sera accessible que depuis la face extérieure (dégagement). Un réflecteur permet de diffuser la lumière à l'intérieure de la pièce. La commande de l'éclairage se fait uniquement depuis l'extérieur de la cellule.					
Équipements particuliers					
Banquette - cf. schéma de principe de réalisation					
À réaliser dans un angle de la chambre (cf. schéma de principe), composé d'un muret en maçonnerie surmonté d'une dalle en béton. L'ensemble ayant un aspect lisse et les angles saillants (arêtes horizontales et verticales) seront arrondis (R : r cm). Dimensions habituelles : 2 m de long, 0,70 m de large et 0,30 m de hauteur.					

Muret d'occultation - cf. schéma de principe de réalisation et schéma détail 1

Réaliser un muret d'occultation du WC (cf. schéma "muret") de forme triangulaire, en BA de 15 cm d'épaisseur (ferraillage repris avec mur perpendiculaire) de 0,65 m à la base et 1,10 m de haut. Les angles du muret sont arrondis (R : 15 cm). Il sera placé à la limite de la cuvette et en retrait de 5 cm sur la profondeur (cf. schéma de principe et détail 1) afin de créer un point bas à l'angle de la cuvette. Wcet favoriser ainsi l'écoulement de l'eau.

Plomberie- cf. schéma de principe de réalisation et schéma détail 5

Mettre en place une cuvette WC à la turque respectant les caractéristiques ci-après et le positionnement défini dans le schéma de principe.

- en acier inoxydable, emboutie d'une seule pièce, à alimentation horizontale (pas de queue de carpe) non dissimulée par une amorce de doison, seuls les différents types énumérés ci-après ont reçu un agrément par la gendarmerie et répondent aux exigences en matière de sécurité des personnes :

- encombrement de 70 cm x 70 cm, livrée prête à sceller au sol, avec un tuyau d'arrivée d'eau de Ø 32 mm extérieur d'une longueur de 30 cm, ainsi qu'un orifice d'évacuation de 10 cm ;

- encastrée et scellée dans une forme en béton préparée à l'avance pour épouser la forme de la cuvette (pas de trémie), posée au nu supérieur du sol fini et impérativement jointif avec ce dernier (pas de vide) ;

réaliser un siphon avant liaison au réseau général des eaux vannes (pas de tinette visitable), l'étanchéité entre la dalle et la cuvette sera très soignée.

La Chasse d'eau (effet d'eau) est commandée depuis l'intérieur de la chambre, les tuyaux passent eux à l'extérieur de la chambre (cf. schéma détail 5).

La commande de chasse, placée à 1,30m du sol et dans l'axe du WC, se compose d'un robinet électronique de type "tempomatique WC TC" en traversée de cloison, antivandalisme de chez DELABIE (références 463150) ou similaire. Le détecteur de présence est posé en affleurement au nu du mur (cf. "commande de chasse" schéma détail 5) et ne doit comporter aucune vis de fixation. Prévoir un robinet de coupure sur l'alimentation d'eau côté couloir.

Réaliser dans le dégagement un regard de visite dans lequel est accessible le bouchon de visite sur le tuyau d'évacuation du WC (cf. détail 5).

Types de cuvettes de WC agréées par la gendarmerie :

- **SEDA** : (ref. 020136 COM) 20 quater rue Schapper 78105 St-GERMAIN EN LAYE cedex - Tel : 0 178 946 488, Fax 0 139 217 832 - www.senda-france.com - courriel : info@senda-france.com.

- **FRANKE-BELINOX** : (ref. WTU172) 54, rue de Brignais CD 42 69630 CHAPONOST - Tel : 0 478 563 333, Fax 0 478 561 751 - www.franke-WS.com - courriel : ws.fr@franke.com.

- **SERINOX** : route de sainte-marguerite BP 70, 63307 THIERS cedex - Tel : 0 473 802 201, Fax : 0473 807 285.

- **SUPRATECH** : (ref. IN-284 _faire souder tête de projection après réglage) 2, rue des cyprès - 37240 BOSSEE - Tel : 0 247 922 331, Fax : 0 247 928 471.

Sécurité - surveillance - appel - cf. schémas détails 3 et 6**Sécurité générale**

Se référer obligatoirement à chaque paragraphe qui décrit les besoins en fonction de l'équipement

Judas de surveillance - cf. schéma détail 3

Réaliser dans la maçonnerie, en contiguïté de la porte, un judas d'une visibilité de 400 cm² (20 cm x 20 cm) minimum, selon le descriptif suivant :

côté intérieur de la cellule : un châssis fixe à vitrage anti-effraction de classe P5A minimum. L'axe horizontal du judas sera placé à 1,60 m du sol. Le châssis sera fixé (avec des pattes de scellement) dans une feuillure au nu intérieur de la maçonnerie. Les parcloles seront fixées par des tirefonds - **côté extérieur de la cellule** : le châssis est occulté côté dégagement par un volet plein (plaque métallique, bois... rigide) coulissant sur rails horizontales (cf. détail du schéma de principe de réalisation).

Bouton d'appel - cf. schéma détail 6

Mettre en place un bouton d'appel antivandalisme type "Soliroc" de chez LEGRAND (ref. 77883) ou similaire. Il alimente 2 sirènes, une placée dans le couloir de la zone bureaux au plus près du local planton et la seconde placée dans le couloir de l'espace police judiciaire (l'intensité sera réglable), ainsi qu'un témoin lumineux, placé au-dessus de chaque porte, permettant de situer le lieu d'appel. Il doit fonctionner même lorsque les sirènes sont neutralisées. **La plaque intérieure est fixée par un boulon à tête fraisée plate et lisse (sans aucune forme de tournevis) en traversée de cloison, l'écrou se trouvant lui à l'extérieur.**

Il est placé dans l'angle entre la porte et le mur perpendiculaire (cf. schéma détail 6), à 1,30 m du sol, en affleurement au nu du mur intérieur (cf. schéma détail 6).

Prévoir à l'extérieur de la chambre un interrupteur permettant de neutraliser les deux sirènes. L'alimentation est en basse tension.

Réservation vidéosurveillance - cf. schéma de principe de réalisation

Dans le cadre de la mise en place futur d'une caméra de vidéosurveillance, prévoir dans l'angle des murs et du plafond au-dessus de la porte de la chambre, côté couloir une boîte de dérivation reliée depuis le local technique de site par un fourreau Ø 16 mm.

Accessibilité - Descriptif porte - cf. schéma de principe de réalisation

L'accès de la chambre se fait depuis le couloir de distribution de l'espace garde à vue.

L'occupant de la chambre ne doit pas pouvoir s'opposer à son ouverture. **Elle doit obligatoirement s'ouvrir vers l'extérieur (cf. schéma de principe de réalisation).**

Le personnel de l'unité doit voir toute la pièce dès l'entrebâillement de la porte, **le sens d'ouverture, à droite ou à gauche en tirant est à choisir judicieusement (cf. schéma de principe de réalisation).**

Les angles saillants de l'ébrasement de la porte seront arrondis (r : 5 cm).

Descriptif de la porte

Finition époxy gris

- dimensions : 2,040m/0,83 m ;

- bâti en tôle d'acier 25/10ème, formé de 12 plis et destiné à recevoir des cloisons de 150 mm, avec réservations pour pêne de serrure 5 points par support acier 20/10 ème pour éviter toutes coulures de béton

- 10 pattes à scellement en acier ;

- porte en tôle acier 20/10ème double parois, ép. 45 mm avec ossature intérieure composée de :

- 1 oméga vertical 250 mm (renfort serrure),

- 4 omégas horizontaux 180 mm et 2 bouchons d'extrémité ;

- remplissage entre parois d'un matelas de laine de roche ;

- 4 paumelles type "Maroc", 140 mm sur butée à bille ;

- 2 serrures type "santé" sur même variure avec gâche ORD soudée côté bâti, la fixation étant assurée par quatre boulons à tête ronde (côté intérieur) à écrous soudés (côté extérieur). Éventuellement une serrure multi-points (4 minimum) avec tringle d'une épaisseur minimum de 5 mm ou pêne rond, en applique extérieur (dans ce cas, prévoir une poignée tubulaire à l'extérieur) la face intérieure sera absente de toute aspérité ou réservation quelconque.

- un détalonnage de 20 mm est à prévoir en partie basse de la porte pour réaliser la ventilation basse

Modalité de pose

- Le bloc porte doit être scellé :

- d'aplomb, de niveau ;

- porte montée avec calage correspondant au jeu de 2 mm côté paumelles et 4 mm côté serrure.

Équipement thermique**chauffage**

Mettre un plancher chauffant garantissant une température minimale de 18 ° C y compris thermostat de gestion de la température.

Ventilation - cf. schéma de principe de réalisation et détail 2

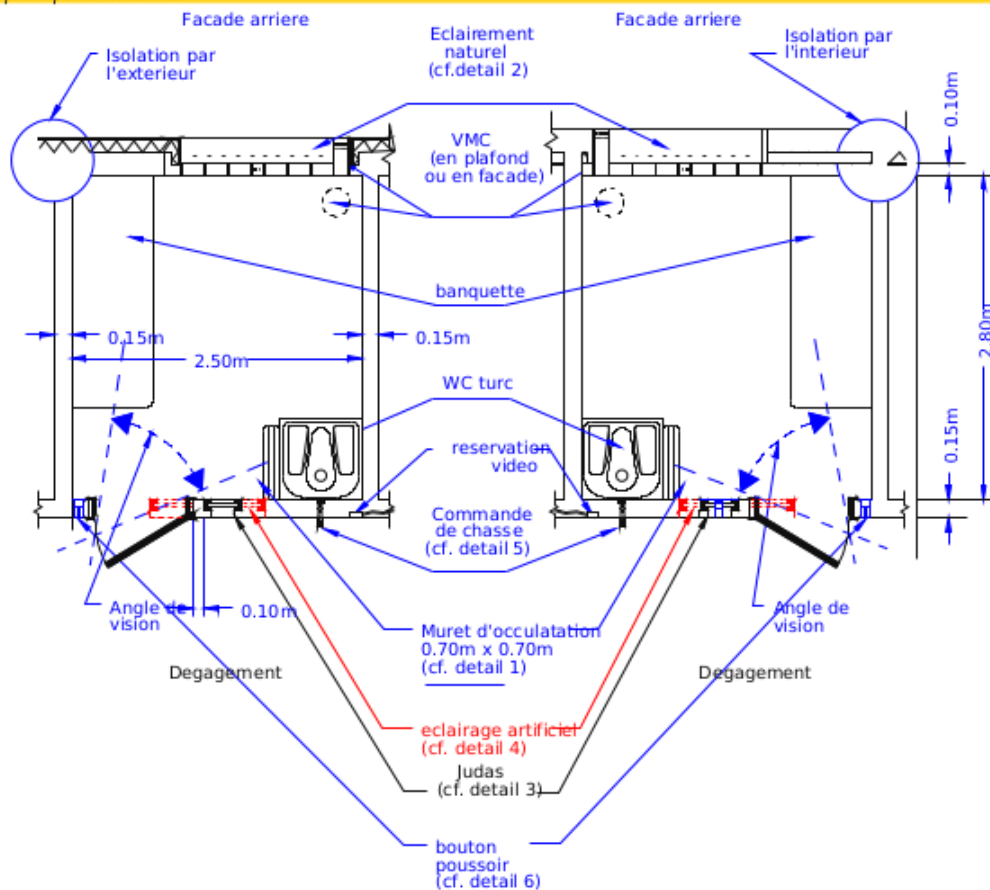
Ventilation haute : réalisée par l'intermédiaire d'un extracteur (individuel ou VMC du bâtiment). L'aspiration se fera par un orifice en plafond, ou en façade arrière à l'angle du plafond (l'extracteur devant se trouver à l'extérieur de la chambre), non accessible de la banquette, protégée par deux plaques métalliques perforées avec trous en quinconce, placées en retrait du nu intérieur (mur ou plafond) de 5 à 10 cm (cf. détail 2 et schéma de principe de réalisation).

Ventilation basse : réalisée par le détalonnage de 2 cm de la porte.

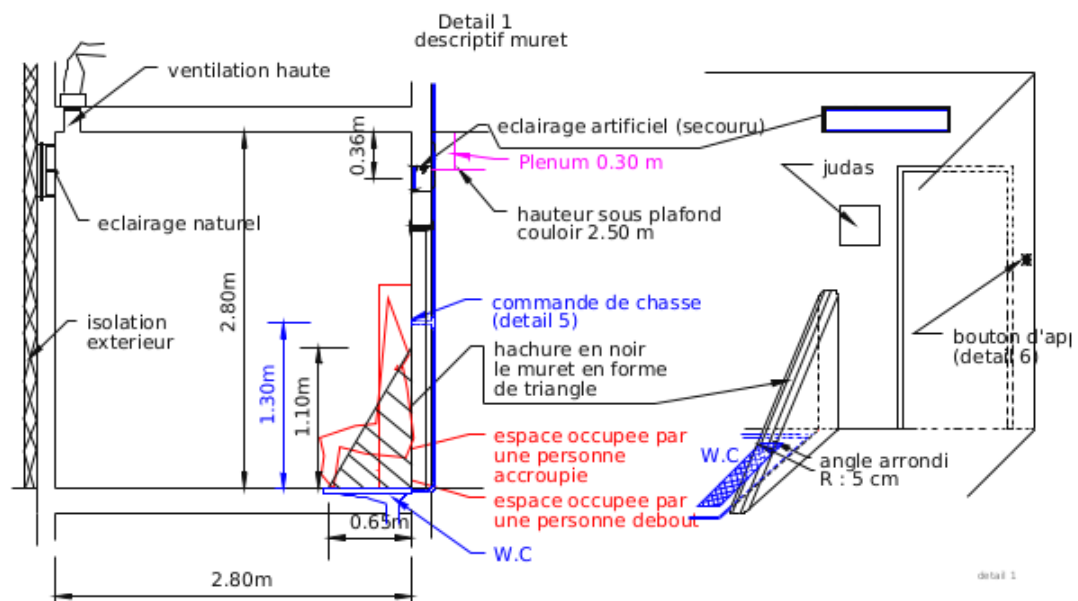
Dans tous les cas de figure, l'orientation préférentielle sera en façade non exposée ou protégée du rayonnement solaire.

Schémas de principe de réalisation et de détail

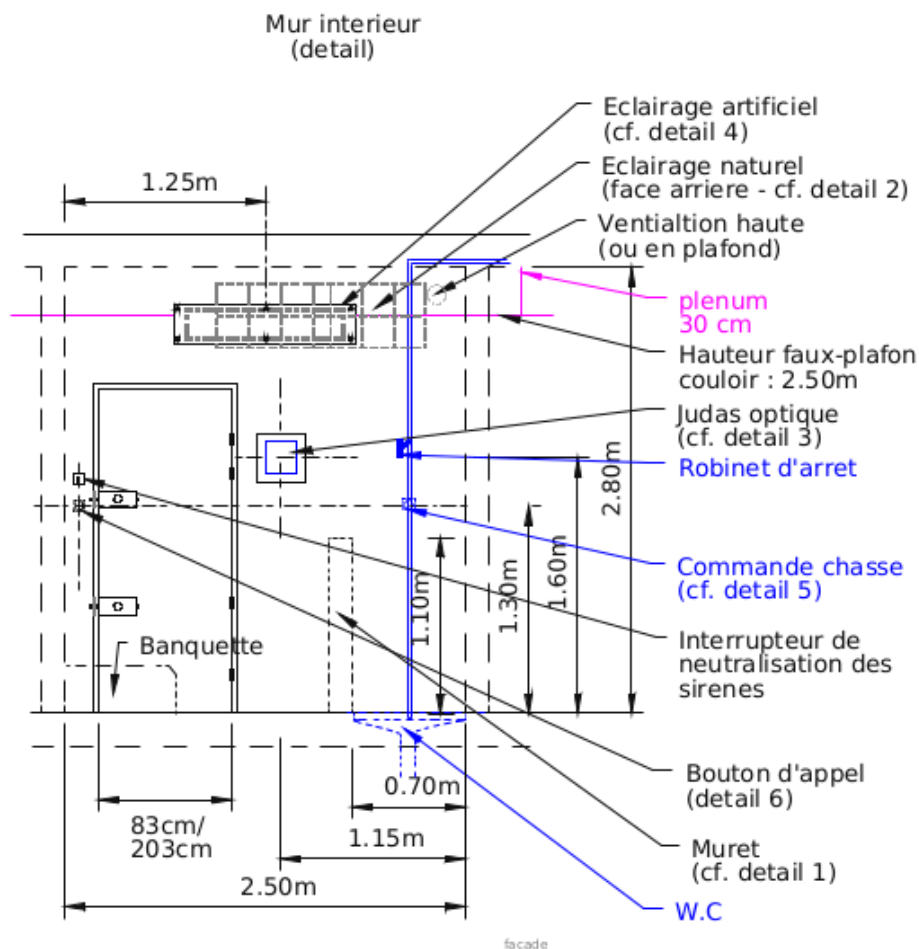
Schéma de principe de réalisation



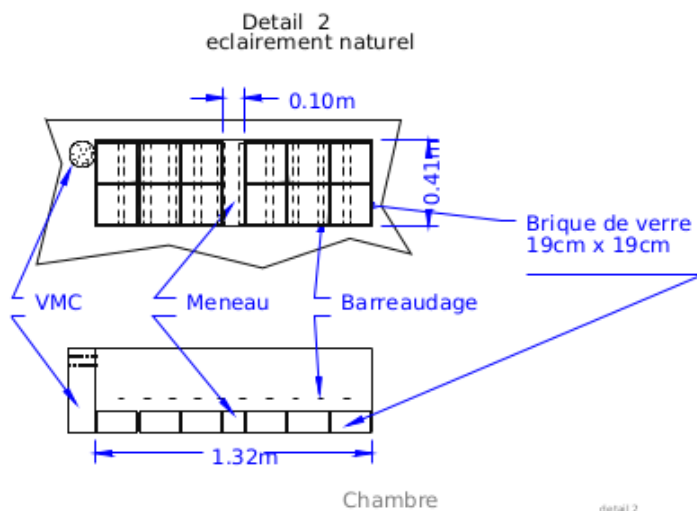
Schémas de détail



Vue d'ensemble façade

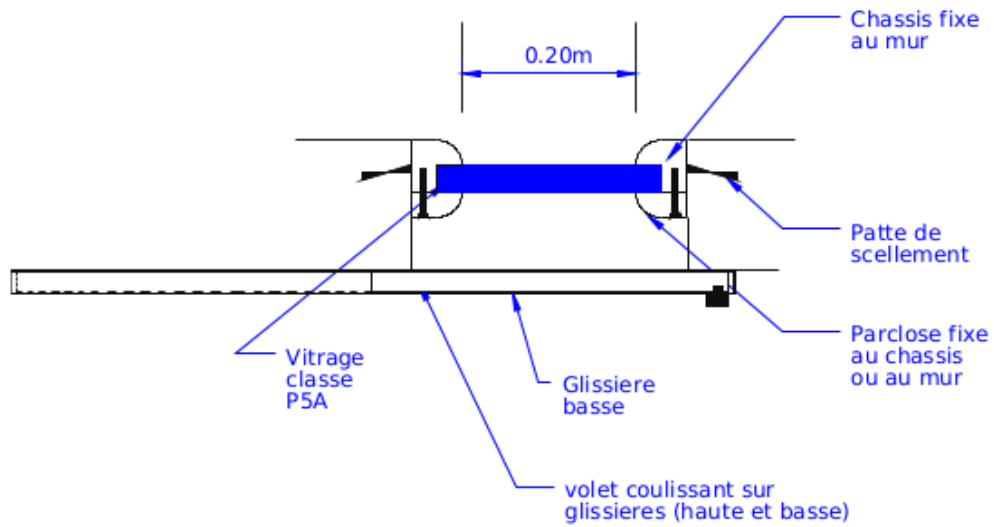


Détail 2



Détail 3

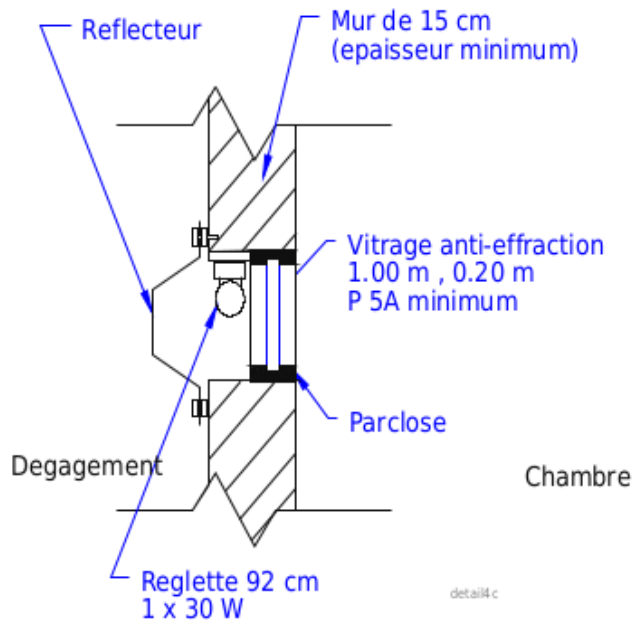
Detail 3 Judas



detail 3

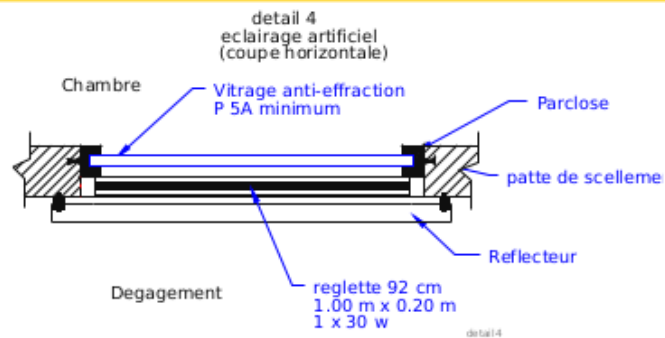
Détail 4 – coupe verticale

Detail 4 éclairage artificiel (coupe verticale)

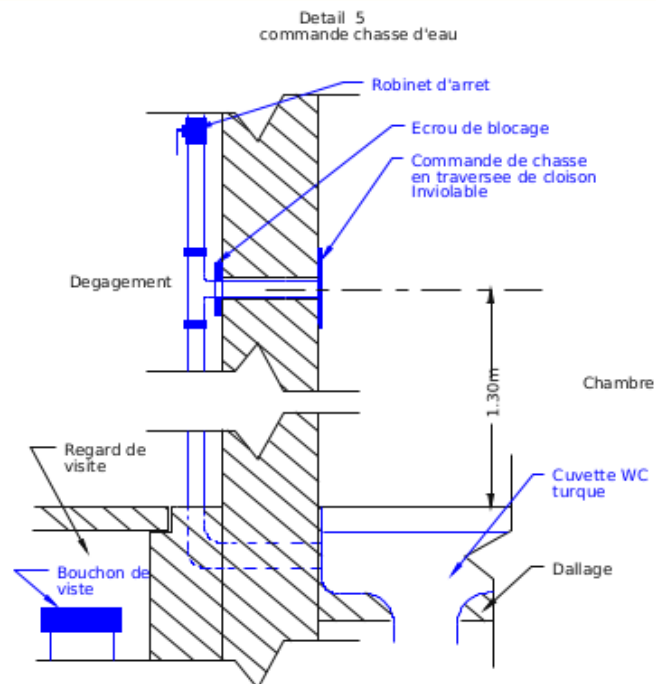


detail4 c

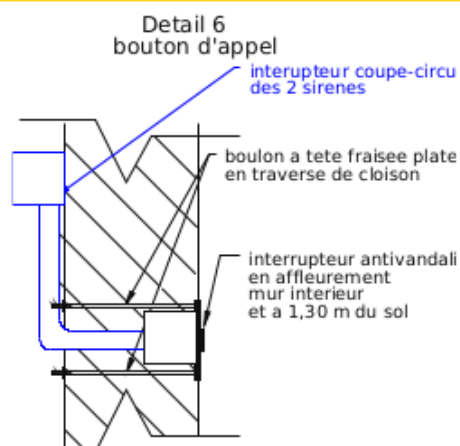
Détail 4 - coupe verticale

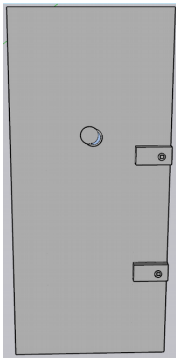


Détail 5 - commande chasse d'eau



Détail 6 - bouton d'appel



FONCTIONS ATTENDUES	SCHÉMAS
<ul style="list-style-type: none"> - Empêcher le gardé à vue de porter atteinte à son intégrité physique - Avoir une bonne résistance aux chocs à répétition - Le gardé à vue ne doit pas pouvoir s'opposer à l'ouverture de la porte (tirant gauche ou droite depuis le couloir) - Le gendarme doit voir toute la pièce dès l'entrebâillement de la porte 	
CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES	
<p>Bâti</p> <ul style="list-style-type: none"> • tôle d'acier 25/10ème minimum • La porte sera solidarisée au gros œuvre (largeur 15 cm) : - 10 pattes de scellement en acier mini ou posé en feuillure (ou tunnel) à l'intérieur de la CSDou, - 10 fixations mini (boulon d'ancrage diamètre mini = 8 mm fixé à 3 cm mini de la surface du BA). <p>Porte</p> <ul style="list-style-type: none"> • ep minimum de la porte : 45 mm • tôle acier 20/10ème minimum double parois • 1 renfort vertical 250 mm (renfort serrure) • 4 renforts horizontaux 180 mm et 2 bouchons d'extrémité • remplissage entre parois d'un matelas de laine de roche • 4 paumelles, 140 mm sur butée à bille • Hauteur de la porte de 2,04m et passage libre mini 0,80m • Ouverture de la porte vers le couloir à 170° • Détalonnage de 20 mm en partie basse de la porte pour réaliser la ventilation basse <p>Serrure</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 serrures type "santé" posé sur face extérieure de la porte sur même variure avec gâche ORD soudée cote bâti, pêne rond en acier à cramponnet diamètre 27 longueur de 348 mm, la fixation étant assurée par quatre boulons à tête ronde (coté intérieur) à écrous soudés (coté extérieur). <p>Oeilleton</p> <ul style="list-style-type: none"> • Oeilleton positionné dans l'axe de la porte à 1,6m du sol / anti-suicide / anti-vandalisme / démontable seulement depuis l'extérieur. L'optique en verre doit être facilement remplaçable depuis l'extérieur. <p style="text-align: center;"><i>Document confidentiel, à diffusion restreinte</i></p>	